

XIe Congrès AFSP Strasbourg 2011

Section Thématique 32

Faire, défaire les programmes. Coproductions et réceptions des « programmes politiques »

Martial Cavatz (LSH/ Université de Franche-Comté)
martial_cavatz@yahoo.fr

À chacun sa chanson : le programme économique des socialistes et sa réception par les élus du Doubs dans les années 1970 et 1980

Introduction

L'objectif est de comprendre comment les élus municipaux ont composé avec les propositions économiques que contenaient les programmes de leur parti dans les années 1970. Ce choix est justifié par deux raisons essentielles : la place importante qu'occupe l'économie dans la production programmatique socialiste et la montée en puissance de l'intervention économique des municipalités dans les années 1970 concrétisée par la création de postes d'adjoint spécifiques qui se généralisent après les élections de 1977¹. Plus généralement, comme l'a montré Rémi Lefebvre, à défaut d'occuper le pouvoir au niveau national, les socialistes, toutes tendances confondues, ont particulièrement investi l'échelon municipal².

Le Doubs offre dans cette perspective un terrain d'études particulièrement riche : les socialistes occupent la municipalité de Besançon depuis 1953 et celle de Montbéliard depuis 1965. Ces deux villes ont des profils politiques (la première est plus modérée) et économiques (la seconde est plus industrielle) différents. Besançon est l'une des premières villes de France à se doter d'un service économique en 1972 sous l'impulsion de l'adjoint Georges Gaudot. Ce service peine à s'installer avant 1977 et c'est l'arrivée de l'adjoint Albert-Maxime Kohler qui permet à la municipalité d'affirmer plus ouvertement ses ambitions dans ce domaine. Montbéliard se dote, quant à elle, d'un poste d'adjoint au Maire chargé des affaires économiques en 1977. Celui-ci est occupé par Guy Bèche, jeune star montante du PS local qui devient député en 1978 suite au décès accidentel d'André Boulloche. Dans cette ville, il n'y a pas de création d'un service économique spécifique ; pour des raisons structurelles, l'économie ne peut être envisagée qu'à l'échelle du district urbain du Pays de Montbéliard. On constate ainsi que les deux communes investissent fortement le secteur économique. Dès lors, les élus étant amenés à traiter avec les patrons, comment font-ils pour concilier leur action avec les propositions de leur parti ?

Il semble tout d'abord essentiel de revenir sur la diversité du discours économique socialiste, qui est le fruit de la reconstruction complexe au Congrès d'Épinay, à partir de la lecture des différents textes programmatiques. Ensuite, l'analyse du discours des socialistes du Doubs à travers la lecture du *Socialiste Comtois*, mensuel qu'ils éditent, permet de mieux cerner leur identité et par conséquent leur idéologie. Enfin, le détail des stratégies d'évitement par les élus des parties les plus radicales du programme socialiste donne à comprendre les

¹ Patrick Le Galès, *Politique urbaine et développement local, une comparaison Franco-britannique*, Paris, L'Harmattan, « Logiques Politiques », 1993.

² Rémi Lefebvre, *Le socialisme saisi par l'institution municipale (des années 1880 aux années 1980). Jeux d'échelles*, Thèse pour le doctorat de science politique (dir : Frédéric Sawicki), Université Lille 2, 2001.

marges de manœuvre qu'ont les élus par rapport à celui-ci. On constatera, de toute manière, que le corpus doctrinal socialiste laissait beaucoup de liberté et ne pouvait être une entrave à une action économique locale.

1) La polyphonie du discours socialiste

Le discours économique des socialistes doit être appréhendé dans sa totalité, sans faire disparaître ses hétérogénéités. À une même période, au sein d'un même document cohabitent plusieurs discours. Cette pluralité témoigne de l'histoire du Parti socialiste et des conditions sociales de sa reconstruction.

A) Le discours anticapitaliste ou l'obligation de fidélité aux origines

Le Parti socialiste tient depuis 1971 un discours anticapitaliste qui se maintient jusqu'au début des années 1980. François Mitterrand proclame lors du Congrès d'Épinay en 1971 : « *Celui qui n'accepte pas la rupture [...] avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, il ne peut pas être adhérent du Parti socialiste* »³. Ces propos ne sont pas une simple envolée lyrique liée à l'ambiance surchauffée d'un congrès, car les statuts votés à l'issue de celui-ci⁴, et les différents textes programmatiques qui suivent insistent sur la nécessaire « rupture avec le capitalisme ».

En 1972, le préambule du programme socialiste rédigé par François Mitterrand assure que « *C'est au système économique et politique qu'il [le PS] s'attaque, au seul système, au système tout entier* »⁵. Le préambule du projet socialiste de 1980 précise, quant à lui, que l'objectif est le passage « *du système capitaliste en France à la société socialiste* »⁶. Les socialistes ne se contentent pas de critiquer le capitalisme, ils proposent l'instauration d'une nouvelle société : la société socialiste.

Plusieurs explications ont été avancées pour expliquer le développement de cette thématique, qui sans pouvoir être balayées d'un revers de mains doivent pourtant être nuancées. La radicalité du discours a d'abord été attribuée à l'alliance nécessaire avec le CERES pour obtenir une majorité. Pourtant, lorsque celui-ci est exclu de la direction au profit des rocardiens, le discours majoritaire s'affirme dans la continuité : « *Depuis le Congrès d'Épinay, [les socialistes] n'ont cessé d'affirmer leur volonté de rupture avec le capitalisme* »⁷.

De nombreux observateurs ont ensuite émis l'hypothèse que ce discours avait pour but de préparer un accord avec les communistes. Lorsque la minorité au congrès de Tours en 1920 s'oppose aux conditions imposées par Lénine pour adhérer à la III^e internationale, ce n'est pas l'idée de révolution qui est remise en cause mais les conditions pour y parvenir. La minorité qui reprend la SFIO se déclare intégralement fidèle à la déclaration de principe de 1905. Cette déclaration proclame que les socialistes ont pour objectif de « *transformer la*

³ Jacques Moreau, *Les socialistes français et le mythe révolutionnaire*, Paris, Hachette Littératures, « Pluriel actuel », 2003, p.239.

⁴ « Appel au peuple de France » cité in Thomas Deghaye, *Les propositions économiques du parti socialiste de 1971 à 1985*, mémoire de maîtrise, sous la direction de Philippe Buton, Université de Reims Champagne Ardenne, 2001, p.16.

⁵ Parti socialiste, *Changer la vie, Programme de gouvernement du Parti Socialiste*, Paris, Flammarion, 1972, p. 8.

⁶ Parti socialiste, *Projet socialiste pour la France des années 1980*, Paris, Club socialiste du livre, 1980.

⁷ François Mitterrand, Pierre Mauroy, Gaston Deferre, Jean Poperen, Alain Savary, Robert Verdier, « Annexe à la motion n°1 : document d'étude et de réflexion », *le poing et la rose*, janvier 1975, n°36, pp 11-13 cité in Thomas Deghaye, *Les propositions économiques du parti socialiste...*, *op. cit.*, p.61.

société capitaliste en société collectiviste ou communiste »⁸. En clair, ce n'est pas l'anticapitalisme qui distingue les socialistes des communistes.

Enfin, l'étude des déclarations des différentes organisations et partis qui s'associent au congrès d'Épinay a laissé supposer que « l'humeur soixante-huitarde » avec la diffusion d'une vulgate marxiste expliquait la radicalité du discours. C'est oublier qu'en 1964, soit quatre ans avant le fameux « mai », François Mitterrand à la tête de la C.I.R.⁹ déclarait : « *la socialisation des moyens de production et d'échanges... très bien* »¹⁰.

Plus profondément, comme l'a montré Jacques Moreau, à « *chaque crise, c'est un parti nouveau qui surgit [et qui] s'efforce de prouver sa filiation avec son prédécesseur* »¹¹, d'autant que les échecs divers que connaît le Parti socialiste au cours de son histoire sont lus comme étant une conséquence de l'éloignement du « credo révolutionnaire » et, dans le jeu des luttes internes, celui qui s'éloigne de ce discours est vite stigmatisé comme étant un « traître »¹².

Cependant, si certains auteurs¹³ ne retiennent que cet aspect du discours socialiste, beaucoup de nuances doivent y être apportées. Le Parti socialiste à Épinay est le fruit d'une recombinaison complexe de plusieurs tendances de la gauche « *dont l'ancienne SFIO [n'est] qu'un élément* »¹⁴, ce qui rend son discours plus varié.

B) Le discours interventionniste ou les ambiguïtés de la reconstruction d'Épinay

En effet, non seulement au fil des programmes ce maximalisme tend à s'amenuiser, mais, de plus, à chaque fois les socialistes reconnaissent la nécessaire existence d'un secteur privé. Le préambule au programme de 1972 rédigé par les socialistes affirme qu'un « *vaste secteur privé poursuivra librement ses activités* »¹⁵. Les radicaux font ajouter une annexe au programme commun, qui stipule que « *le caractère concurrentiel de l'économie au niveau national, européen et mondial [...] serait reconnu* »¹⁶. Lors des élections présidentielles de 1974 et de 1981, on évite d'aborder le thème de la « rupture avec le capitalisme », sans que cela ne suscite de véritables remous au sein du Parti. Le programme de 1980, perçu comme un retour au radicalisme en raison de son introduction, se montre bien plus modéré dans son contenu. Il précise notamment qu'en dehors des contraintes imposées par le Plan « *l'initiative des agents économiques industriels, l'esprit d'entreprise reprennent leurs droits, le marché son utilité* »¹⁷. Ce texte s'intéresse dans son contenu effectif plus à la notion d'indépendance nationale qu'à une éventuelle « rupture avec le capitalisme ».

⁸ Rémi Lefebvre, Frédéric Sawicki, *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Bellecombe-en-Bauge, Éditions du Croquant, 2006, p.222.

⁹ La convention des institutions républicaines est créée en juin 1964 du rapprochement du Club des Jacobins (animé par Charles Hernu) et de la ligue pour le combat républicain (fondée par François Mitterrand) : deux formations plus proches du radicalisme que du socialisme. Mais au cours des années 1960, la C.I.R. se rapproche idéologiquement des socialistes.

¹⁰ Jacques Moreau, *Les socialistes français et le mythe révolutionnaire*, op. cit., p.201.

¹¹ Idem, p.23.

¹² En 1970 François Mitterrand reprochait aux réformistes de « collaborer au système de valeurs capitalistes » et ajoutait : « la collaboration échappe difficilement à son destin qui est de trahir » François Mitterrand, *Un socialisme du possible*, Paris, Seuil, 1970, p.13 cité in Alain Bergounioux, Gérard Grunberg, *Le long remords du pouvoir. Le Parti socialiste français, 1905-1992*, Paris, Fayard, « L'espace du politique », 1992, p.262. On peut aussi renvoyer à la rhétorique qu'utilise le CERES à l'encontre des rocardiens.

¹³ Notamment Serge Halimi, *Quand la gauche essayait*, Paris, Arléa, 2000.

¹⁴ Jacques Moreau, *Les socialistes français et le mythe révolutionnaire*, op. cit., p.23.

¹⁵ Parti socialiste, *Changer la vie...*, op. cit., p.13.

¹⁶ Alain Bergounioux, Gérard Grunberg, *Le long remords du pouvoir...*, op. cit., p.329.

¹⁷ Parti socialiste, *Projet socialiste pour la France des années 80*, op. cit., pp. 187-188.

La distinction proposée par Jacques Moreau entre un discours à l'attention des militants qui serait par nature plus revendicatif et un discours adressé aux électeurs qui, lui, serait plus modéré¹⁸, n'est pas opératoire, car comme on le constate, ces deux dimensions – ou tensions – coexistent au sein d'un même document. Ils témoignent des conditions de la reconstruction du Parti socialiste lors du Congrès d'Epinay en 1971.

Ici se révèle l'une des ambiguïtés du discours socialiste : ces « *réformes de structures présageaient-elles un état durable dans l'économie mixte ou ne devaient-elles que caractériser un moment à dépasser plus ou moins vite ?* »¹⁹ C'est sur cette équivoque que se regroupent les socialistes en 1971, car ce n'est pas exactement la « rupture avec le capitalisme » qui fait le lien entre les diverses formations de gauche qui s'unissent à Epinay, mais un accord sur un certain nombre de mesures immédiatement applicables : « *Sous des aspects divers, avec plus ou moins d'intensité, tous les programmes socialistes – ceux de la SFIO, du PSU, des clubs –, ont comporté des nationalisations [...], une perspective planificatrice, un souci de diffuser les responsabilités de la gestion, une volonté de redistribution sociale* »²⁰.

La critique du « profit » et du « monopole » de François Mitterrand, plus que du marxisme était nourrie d'une culture républicaine et d'une éducation catholique²¹. Tandis que les différents « clubs » qui s'associent à la SFIO dans la reconstruction du Parti socialiste s'étaient tenus jusqu'alors à l'écart de celle-ci, dont ils réprouvaient à la fois les alliances électorales avec le Centre et le discours révolutionnaire. Le point commun de ces diverses organisations était « *d'adhérer à un réformisme inspiré d'une conception exigeante de la politique dans la lignée de Pierre Mendès France* »²². Etranger au marxisme, Pierre Mendès France, que ce soit dans ses écrits ou dans sa pratique en tant que président du conseil « *est et demeure un keynésien socialisant* »²³.

Il est fort probable que pour les propagateurs du discours anticapitaliste, ces mesures réformistes s'inscrivent dans une longue marche vers le socialisme, tandis que pour une grande partie, il s'agit de construire un compromis où le capitalisme n'est plus le seul maître à bord. Si on estime que la politique est un pari sur l'avenir, chacun pouvait être amené à supposer que ce serait son orientation qui l'emporterait.

C) De la « rupture avec le capitalisme » à la « rupture avec le socialisme » : les premières brèches et contradictions programmatiques

La tradition socialiste comprend deux pôles qu'illustrent les deux modalités de discours qui viennent d'être caractérisées : 1) un pôle réformiste révolutionnaire passant par des réformes structurelles avec pour objectif de sortir du capitalisme ; et 2) un pôle réformiste dans le cadre du capitalisme s'efforçant de trouver des compromis favorables au monde du travail qui se nourrit après-guerre de keynésianisme. Pour autant, durant les années 1970 apparaissent des éléments qui mettent à mal ces deux composantes et qui rendront possible plus tard l'émergence d'un discours néolibéral.

L'anticapitalisme socialiste est annihilé par le légalisme historique du PS. Jacques Moreau a souligné le paradoxe du maintien du « *credo révolutionnaire [...] dans une*

¹⁸ Jacques Moreau, *Les socialistes français et le mythe révolutionnaire*, op. cit., pp.14-21.

¹⁹ Alain Bergounioux, Gérard Grunberg, *Le long remords du pouvoir...*, op. cit., p.214.

²⁰ *Idem*.

²¹ *Idem*, pp.260-261.

²² Jacques Moreau, « Le congrès d'Epinay-sur-Seine du Parti socialiste », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, Volume 65, Numéro 65, 2000, p.82.

²³ Jean-Pierre Rioux « Pierre Mendès France modernisateur », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, Volume 15, Numéro 15, 1987, p.84.

organisation aussi légaliste »²⁴. En effet, lorsque Léon Blum arrive au pouvoir en 1936, il indique tout de suite les limites de son action : « *appelé au pouvoir pour faire une politique bien définie, je n'en ferai pas une autre* »²⁵. Les différentes expériences gouvernementales qui suivent confirment cette inclination. Les socialistes dans les années 1970 sont toujours autant attachés à la légalité : ainsi François Mitterrand précise que le Parti socialiste « *ne trouvera pas ailleurs que dans le suffrage universel le fondement de son pouvoir* »²⁶, mais surtout le programme socialiste de 1972 excluait toute « *nouvelle révision d'ensemble de la Constitution de 1958* »²⁷.

Si la perspective anticapitaliste était déjà sérieusement amputée par la pente légaliste des socialistes, le discours réformiste pouvait parfaitement s'y intégrer. Mais là aussi des brèches se font sentir, c'est ce qui passe avec la perte de la croyance dans le rôle de l'État qui traverse la société dans les années 1970 et dont les rocardiens se font l'écho. On peut même s'étonner de lire sous la plume d'Alain Boubil en 1977 que « *le régime économique des firmes qui appartiennent [au secteur public industriel] ne doit pas être différent de celles du privé* »²⁸. L'existence au sein d'une économie mixte de deux régimes de propriété différents a justement pour conséquence la cohabitation de deux logiques distinctes. Elles coexistent sans que l'une ne doive prendre le dessus sur l'autre. Ce système a pour vocation de jouer les avantages de l'un, face aux inconvénients de l'autre avec un État qui joue un rôle d'impulsion. L'élimination de l'un des deux pôles change complètement la nature du système. Il en va de même de l'optimisme concernant la construction européenne, qui conduit le parti en 1981, dans *Les 110 propositions*, à demander l'« *Application stricte du traité de Rome.* »²⁹ négligeant que ce texte est guidé par une volonté libre-échangiste et dérégulatrice³⁰.

Bien plus que les ambiguïtés programmatiques, ici c'est la sociologie du Parti qui est déterminante. En 1973, on compte 12% d'ouvriers au sein du PS, alors qu'au sein de la population active ils représentent encore 37,5% des effectifs, ainsi « *les ouvriers [...] constituent la seule catégorie sociale très nettement sous-représentée au sein des adhérents* »³¹. Au sein des entreprises « *les sections ne sont que des coquilles vides, leur nombre a beau augmenter, l'implantation du PS n'est pas pour autant réussie* »³². Contrairement aux partis sociaux-démocrates, le PS a des liens relativement distendus avec le monde syndical. Dans la motion finale du Congrès de Metz, en 1979, il affirme : « *L'action syndicale ne se confond pas avec l'action politique. Le syndicat doit être indépendant du Parti* »³³. Les syndicats français restent fortement attachés à la Charte d'Amiens³⁴ qui suit la

²⁴ Jacques Moreau, *Les socialistes français et le mythe révolutionnaire*, op. cit., p.10.

²⁵ Serge Halimi, *Quand la gauche essayait*, op. cit., p.226.

²⁶ Parti socialiste, *Changer la vie...*, op. cit., p.24.

²⁷ *Idem.*

²⁸ Alain Boubil, *Le socialisme industriel*, Paris, P.U.F., « Economie et liberté », 1977, p.101. cité in Thomas Deghaye, *Les propositions économiques du parti socialiste...*, op. cit., p.172.

²⁹ « 1981 : les 110 propositions », *L'OURS*, http://www.pearltrees.com/#/N-u=1_45&N-p=15405388&N-fa=534&N-f=1_1365115&N-play=1&N-s=1_1365115

³⁰ François Denord, Antoine Schwartz, « L'économie (très) politique du traité de Rome », *Politix*, volume 23, numéro 89, 2010, p.35-56.

³¹ Alain Bergounioux, Gérard Grunberg, *Le long remords du pouvoir...*, op. cit., p.364.

³² Barbara Blanchard, *L'identité du PS en question. Etude des motions finales des Congrès du PS entre 1971 et 2003*, Mémoire d'histoire, Institut d'Etudes Politiques de Lyon, 2005, http://doc-iep.univ-lyon2.fr/Ressources/Documents/Etudiants/Memoires/MFE2005/blanchard_b/html/index-frames.html..

³³ *Idem.*

³⁴ La Charte d'Amiens est rédigée en 1906, et définit le cadre doctrinal de la CGT. Ce texte proclame entre autres l'indépendance totale du syndicat par rapport au patronat, à l'Etat, et aux partis politiques. Écrit dans un contexte historique particulier – il s'agissait de résister aux guesdistes qui voulaient soumettre les syndicats à la SFIO –, ce texte a profondément marqué la CGT et tout le mouvement syndical français.

même logique. Au reste, les organisations syndicales connaissent un déclin important au cours des années 1980.

Ainsi, il n'existait pas au sein du Parti socialiste de forces pouvant contrecarrer la montée du néolibéralisme les années 1980³⁵. Il est condamné, faute de combattants, à suivre le mouvement général.

II) Un discours local plus homogène

Historiquement les fédérations ont toujours eu une grande autonomie, au point que certaines fédérations ont produit leur propre idéologie, les courants n'étant plus identifiés à des personnes mais aussi à des territoires. Ici aussi interviennent la sociologie et l'histoire du Parti socialiste dans le Doubs, qui est différente de celle du national, ce qui se ressent dans son discours

A) Un discours anticapitaliste quasiment absent

En 1971, le *Socialiste Comtois* s'associe à « l'appel du peuple français lancé à l'unanimité au congrès d'Épinay »³⁶ qu'il publie *in extenso* en première page. Cette déclaration stipule que « le capitalisme [...] est incapable de réduire la peine des hommes » et que « la classe ouvrière prend de plus en plus conscience qu'elle ne se libérera que par une rupture totale avec ce système exploiteur »³⁷. En 1975, on retrouve ce discours toujours aussi radical, évoquant la crise économique, l'éditorial précise qu'il « n'est question, en aucun cas, pour le P.S., d'envisager un jour de gérer [...] cette crise héritée du capitalisme décadent. [...] La réalité, ce ne sera pas de faire mieux ou plus mal, ce sera de faire autrement et autre chose »³⁸.

En janvier 1979, le discours radical est toujours présent et on peut lire : « Un tel renforcement de la gauche suppose que notre parti soit en mesure de proposer au pays des solutions claires, réalistes, susceptibles de conduire à une véritable rupture avec le capitalisme »³⁹ Cependant, au-delà des quelques citations extraites ci-dessus, le discours anticapitaliste occupe une place relativement faible dans ce mensuel, et quand il est présent, il s'agit souvent de la reprise de textes nationaux.

Ici encore, ce sont la sociologie et l'histoire de la gauche dans le Doubs qui sont éclairantes. La fédération socialiste du Doubs est l'une des plus ouvrières de France avec environ 40% d'ouvriers (contre 12 % au niveau national), mais cette particularité se trouve vite effacée dans le rapport au pouvoir. L'étude de la composition de la Commission fédérale exécutive⁴⁰ montre qu'elle est dominée par les enseignants : « Alors qu'ils ne sont que 15% à la base de la fédération, ils représentent 43% des membres de la CEF de 1981. De 1975 à 1981, leur nombre ne cesse d'augmenter »⁴¹, tandis que les ouvriers, qui sont très largement

³⁵ Sur la montée du néolibéralisme dans les années 1980, voir François Cusset, *La décennie : Le grand cauchemar des années 1980*, Paris, La Découverte Poche/Essais, 2008.

³⁶ « Bilan et perspectives », *Le Socialiste Comtois*, n°14, juin 1971, p.1.

³⁷ *Idem*.

³⁸ Victor Magnin, « Objectif : Socialisme », *Le Socialiste Comtois*, n°51, juin-juillet 1975, p.1.

³⁹ « Avant le congrès... », *Le Socialiste comtois*, n°83, janvier 1979, p.1.

⁴⁰ La commission exécutive fédérale est chargée de l'administration et la direction de la fédération. Elle est l'organe délibératif. Ses membres sont élus à la proportionnelle, sur liste de courant élaborée par la section. Elle comprend environ 1 membre pour 30 adhérents. Elle désigne le bureau exécutif fédéral et le secrétariat fédéral.

⁴¹ Philippe Tempesta, *La fédération socialiste du Doubs de 1971 à 1981 : aspect quantitatif, structurel, vie intérieure*, mémoire de maîtrise, Université de Franche-Comté, Besançon, 1988, p.106.

sous-représentés, voient leur nombre décroître sur la même période, passant de 16% à 11%⁴². Les ouvriers ne bénéficient pas de leur poids réel et se trouvent dépossédés, ce qui ne saurait être sans effet dans la production du discours d'une fédération marquée par une « *hégémonie de la classe moyenne* »⁴³.

Ensuite, une fédération n'est pas la copie exacte des tendances que l'on retrouve nationalement, et ce pour une raison très simple : « *un élu local votant en faveur d'un courant minoritaire s'exposerait au risque d'être marginalisé au sein de sa fédération, c'est-à-dire donnerait à ses rivaux du courant majoritaire des arguments légitimes pour l'écarter des opportunités politiques locales* »⁴⁴. De fait, la fédération est majoritairement acquise au courant mitterrandiste. Ainsi au Congrès de Valence en 1979 « *Sur les 54 mandats de la fédération, 32 se portent sur la motion A [Mitterrand] (59,20%), 16 sur la motion C [Rocard] (29,23%), et 6 sur la motion E [CERES] (11,11%)* »⁴⁵. La présence d'un courant rocardien important s'explique par une implantation municipale réussie à Besançon qui permet de rétribuer les minoritaires.

Enfin, le CERES, lui, est complètement ostracisé d'autant qu'on craint, après la mort d'André Bouulloche en 1978, l'hégémonie de Jean-Pierre Chevènement. D'ailleurs, deux membres importants de ce courant sont exclus du Parti⁴⁶. Les rapports avec les communistes sont tout aussi tendus. Il n'y a « *pas une tradition PC à Besançon, et donc une CGT moins forte qu'ailleurs* »⁴⁷. L'alliance avec le PC, même si les socialistes bisontins y sont favorables⁴⁸, par respect des orientations nationales, est vécue de manière conflictuelle. En 1978, après le refus des élus PC de voter le budget, Robert Schwint décide de leur retirer leur délégation. Le PC vote l'année suivante le budget et réclame alors ses fonctions antérieures. Il se heurte au refus du Maire. En 1980, il est reproché au PC le maintien au second tour d'un candidat qui a favorisé l'élection de Louis Souvet à Montbéliard, et de ne pas avoir, à Besançon, reporté ses voix sur Robert Schwint qui se retrouve élu de justesse.

Ainsi les différents éléments qui pourraient tirer la gauche vers l'anticapitalisme se trouvent marginalisés, ce qui permet la construction d'un discours plus homogène qui est à l'image des hommes qui tiennent cette fédération.

B) Le discours réformiste ou la nature majoritaire de la gauche dans le Doubs

Dans un article sur le chômage, *le Socialiste Comtois* note qu'il « *est tellement évident que c'est la faute du capitalisme* »⁴⁹, mais précise quelques lignes plus loin que c'est plutôt « *la faute du mode de développement que le capitalisme a choisi* »⁵⁰. Un autre capitalisme est donc possible. Et, c'est là qu'apparaît un discours réformiste et interventionniste qui se propose d'amender le capitalisme. Ce discours réformiste est particulièrement développé dans les colonnes du *Socialiste Comtois*.

⁴² *Idem.*, p.107.

⁴³ *Idem.*

⁴⁴ Philippe Juhem, « La production notabiliaire du militantisme au Parti socialiste », *Revue française de science politique*, Numéro 6, Volume 56, 2006, p.930.

⁴⁵ Philippe Tempesta, *La fédération socialiste du Doubs...*, *op. cit.*

⁴⁶ Marcel Lévêque, à qui l'ont reproché ses attaques incessantes contre la municipalité Minjoz, est exclu du PS en 1976, tandis que son ami Denis Blondeau (élu Maire de Pontarlier en 1977) est exclu en 1978 pour avoir favorisé l'entreprise de Marcel Lévêque dans laquelle il avait lui-même des parts.

⁴⁷ *Idem.*, p.23.

⁴⁸ Cf. « Rapports avec les Communistes », *Le Socialiste Comtois*, n°10, Janvier 1971, p.10-11.

⁴⁹ « Le patronat face au chômage... ce qu'il faut penser des arguments du CNPF et des patrons de Peugeot », *Le Socialiste Comtois*, n°65, janvier 1977, p.4.

⁵⁰ *Idem.*

Le journal n'hésite pas à saluer le modèle suédois, des propos qui sont en décalage avec ceux que l'on peut entendre nationalement⁵¹, car comme le note le mensuel : « *Il est de bon ton dans bien des milieux de la gauche française de dauber l'expérience des sociaux-démocrates suédois* »⁵². Le *Socialiste Comtois*, lui, met en avant que ce pays a « *très largement réussi une redistribution des revenus* »⁵³. En 1975, le journal continue à saluer les avancées de ce modèle⁵⁴.

Mais dans ce mensuel, on ne se contente pas de saluer un exemple étranger, on expose clairement les mesures à mettre en place, et ce sont des solutions interventionnistes dans le cadre du capitalisme qui sont proposées. Ainsi, le Plan « *constituera le cadre général, à l'intérieur duquel s'exercera l'initiative privée* »⁵⁵ et « *c'est à la gauche qu'il appartient de montrer qu'en pratiquant une politique socialiste, exigeant une véritable politique de planification au plan européen, un contrôle des sociétés multinationales, il est possible de surmonter la crise actuelle* »⁵⁶. Face à la crise, le député-maire de Montbéliard, André Bouulloche signale que « *la relance de la consommation permettrait de faire repartir l'investissement productif* »⁵⁷, solution keynésienne par excellence.

Au-delà de certains clivages (Mitterrandistes/Rocardiens ; Besançon/Montbéliard), un certain nombre de points communs méritent d'être signalés chez les élus du Doubs. Le remplaçant d'André Bouulloche à la mairie de Montbéliard, ou le successeur de Jean Minjoz à la mairie de Besançon, s'étaient tenus relativement à l'écart de la SFIO et avaient préféré s'engager dans les Clubs. Robert Schwint a rejoint tardivement le PS. Il est d'abord élu maire du Russey sans étiquette, bien qu'étant considéré comme de gauche. En 1964, il fonde un club de réflexion, « Action et démocratie » qu'il affine à l'Union des clubs pour le renouveau de la gauche (UCRG) d'Alain Savary. Il adhère en 1965 à la Fédération de la gauche démocratique et socialiste (FGDS). Le parcours d'André Lang comprend beaucoup de similitudes avec celui de son homologue bisontin. Il fonde en 1958 le M.F.A.C. (Mouvement de formation et d'action civique) qui devient peu de temps après le Club Proudhon, et qui rejoint l'Union des clubs pour le renouveau de la gauche d'Alain Savary. Il entre au conseil municipal en 1959 sur la liste conduite par le MRP Roger Goetz. En 1965, la gauche non communiste menée par André Bouulloche remporte la mairie grâce à l'apport « des démocrates chrétiens en rupture avec le parti centriste » et « *symboliquement son bras droit est Henri Domon, ancien MRP* »⁵⁸.

⁵¹ Mitterrand s'est toujours montré très sceptique face au modèle suédois : « *j'admets que la Suède ne soit pas assez socialiste [...] dans la mesure où en dépit d'une redistribution des revenus sans égale entre les groupes sociaux et les individus, elle n'a pas frappé le capitalisme au cœur, je veux dire au cœur de son pouvoir, la propriété des grands moyens de production* » (François Mitterrand, *L'abeille et l'architecte*, Paris, Flammarion, 1976, p.166 cité in Alain Bergounioux, Gérard Grunberg, *Le long remords du pouvoir...*, op. cit., p.417.)

⁵² « Encore la Suède », *Le Socialiste Comtois*, n°26, Octobre 1972, p.7.

⁵³ Idem.

⁵⁴ « Choses vues en Suède », *Le Socialiste Comtois*, n°55 bis, décembre 1975, p.7.

⁵⁵ « La nationalisation, la planification, l'épargne populaire », *Le Socialiste Comtois*, Supplément n°29 [Edition de Montbéliard pour la campagne Législative d'André Bouulloche], Janvier 1973, p.2.

⁵⁶ Joseph Pinard, « La gauche et la crise énergétique », *Le Socialiste Comtois*, n°38, Janvier 1974, p.2.

⁵⁷ André Bouulloche, « Quoi de nouveau ? », *Le Socialiste Comtois*, n°57, septembre 1976, p.1.

⁵⁸ Joseph Pinard, « Le rôle des personnes dans l'histoire : l'exemple du Marquis de Moustier, de Jean Minjoz, d'André Bouulloche, d'Edgar Faure », *Mémoires de la Société d'émulation du Doubs*, n° 45, 2003, p.18.

C) Salariés et petits patrons : l'autre union de la gauche

On peut, de prime abord, s'étonner de la présence de publicité dans un journal militant⁵⁹. Mais les socialistes bisontins ne se présentent à aucun moment comme les ennemis du patronat et ne peuvent donc avoir la moindre gêne à faire appel à lui. Loin de critiquer l'entreprise, ils se proposent de l'aider : « *le Parti socialiste entend dans le domaine du commerce, de l'artisanat comme dans celui de la petite et moyenne entreprise, instaurer les conditions d'une véritable concurrence* »⁶⁰, discours qui n'est pas nouveau puisque l'année précédente on pouvait lire « *les socialistes savent bien que l'entreprise est utile, et F. Mitterrand l'a souvent dit : les socialistes croient en la liberté d'entreprendre.* »⁶¹

En 1980, l'installation de Du Pont de Nemours à Besançon est vécue comme un événement positif et les critiques lancées par un collectif écologiste « Sauvons Planoise » sont vite balayées, d'autant que leur action aurait pu « *contrecarrer de façon dommageable, les efforts faits pour faciliter l'implantation de cette usine* »⁶². Cet article fait écho à un précédent papier paru dans le journal municipal BVV, où la municipalité se félicite d'avoir été choisie⁶³. Le maire, dans son éditorial de janvier 1980, se flatte de cette implantation qui prouve la lutte menée par la ville « *pour maintenir et développer les emplois à Besançon* »⁶⁴. Le mois suivant on appuie encore sur l'importance de cette implantation⁶⁵, et en octobre de la même année on peut annoncer l'heureux épilogue⁶⁶. Ici apparaît clairement la proximité entre la publication militante et la publication municipale, faites par les mêmes hommes. Joseph Pinard, alors adjoint au maire et toujours très présent dans les colonnes du *Socialistes Comtois*, écrit pour la publication de la ville un article dithyrambique sur l'histoire familiale des Du Pont de Nemours⁶⁷.

Les socialistes bisontins se retrouvent dans une forme de dualité : ils sont au pouvoir depuis 1953 dans la municipalité, mais au niveau national ils sont dans l'opposition. Les effets sur le discours se font sentir, comment être un critique virulent des entreprises qu'on essaie de faire venir sur son territoire, quand la ville traîne déjà avec elle un passé sulfureux de mobilisation sociale ? Mais aussi comment oublier l'ambition du PS de s'intégrer dans les entreprises pour y appuyer les luttes des travailleurs ? Car « *l'entreprise n'est pas un lieu neutre, c'est au contraire le lieu où les travailleurs doivent prendre conscience de leur difficulté créée par l'exploitation capitaliste* »⁶⁸. Les articles ne manquent pas au sein du journal pour dénoncer certains patrons comme des « *monarque[s] de droit divin* »⁶⁹. Pour autant dans l'ensemble – si l'on excepte le cas particulier de Peugeot qui mène une véritable politique antisyndicale – les rapports avec les patrons sont loin d'être toujours conflictuels. Les socialistes peuvent même parfois se vanter de recevoir l'appui de ceux-ci⁷⁰.

⁵⁹ Le numéro 1 du *Socialiste Comtois* d'octobre 1969 ne compte pas moins de cinq encarts publicitaires, généralement pour des petits commerçants. En mai 1976, la formule du journal change, devenant plus luxueuse, et la présence de publicité augmente en conséquence.

⁶⁰ « Aux commerçants et artisans », *Le Socialiste Comtois*, supplément au n°75, mars 1978, p.4.

⁶¹ « Le patronat face au chômage... ce qu'il faut penser des arguments du CNPF et des patrons de Peugeot », *Le Socialiste Comtois*, n°65, janvier 1977, p.5.

⁶² « Une entreprise nouvelle à Besançon : Du Pont de Nemours », *Le Socialiste Comtois*, n°97, mai 1980, p.3.

⁶³ « Du Pont de Nemours s'installe à Besançon », *Besançon votre ville*, n°28, décembre 1979, p.16.

⁶⁴ Robert Schwint, « Bisontins : à vous de juger... », *Besançon votre ville*, n°29, janvier 1980, p.1.

⁶⁵ « Du Pont de Nemours à Besançon : une entreprise de 500 Salariés », *Besançon votre ville*, n°30, février 1980.

⁶⁶ « Du Pont de Nemours : c'est signé », *Besançon votre ville*, n°36, octobre 1980, p.16.

⁶⁷ Joseph Pinard, « En marge d'une création d'usine : Mais qui sont donc les Dupont de Nemours ? », *Besançon votre ville*, n°33, mai 1980, p.7.

⁶⁸ « Le Parti socialiste dans les entreprises », *Le Socialiste Comtois*, n°61, septembre 1976, p.11.

⁶⁹ D. Bailleul, « Le capitalisme à travers Bourgeois », *Le Socialiste Comtois*, n°51 bis, Octobre 1975, p.2.

⁷⁰ « Quand M. Tourrain dénigre Besançon et se fait remettre à sa place par... un patron », *Le Socialiste Comtois*, supplément au n°75, mars 1978, p.2.

De par leur orientation idéologique, les socialistes bisontins sont plutôt amenés à considérer l'employeur comme un partenaire. Un partenaire ne saurait être un ennemi, et il est donc envisageable qu'il puisse exister de « bons patrons ». D'ailleurs celui-ci, est une victime de ce système où « *la libre concurrence après élimination des faibles, débouche sur le monopole* »⁷¹. C'est surtout la liberté individuelle qu'on célèbre à travers lui : « *Autrefois, le paysan, l'artisan, le petit commerçant qui formaient la quasi-totalité de la population vivaient peut être chichement, mais ils organisaient eux-mêmes leur travail* »⁷². Avec l'arrivée de la crise, petits patrons et salariés ont les mêmes intérêts, celui de leur survie. Intérêts croisés entre les militants socialistes et les acteurs de la municipalité qui doivent tout faire pour attirer des entreprises.

III) Mettre malgré tout l'anticapitalisme en sourdine

Le discours anticapitaliste est contrebalancé par l'importance du discours réformiste au niveau national tandis qu'il est quasiment absent du discours local. Toutefois, il ne saurait être méconnu des leurs interlocuteurs, d'autant que les propositions économiques socialistes sont l'objet de violentes attaques de la droite⁷³. C'est pourquoi il apparaît important de rendre compte des efforts que font les élus pour s'émanciper de cette notion encombrante.

A) Engagement et distanciation

Les motivations pour s'engager en politique sont multiples et non exclusives. Les différentes études menées en science politique sont là pour montrer que l'idéologie n'est qu'un facteur parmi d'autres⁷⁴. Les possibilités de distanciation ne sont pas les mêmes en fonction de la position de l'acteur : plus on est proche du centre de décision de son organisation politique, plus il s'avère difficile de s'éloigner ouvertement du discours produit. Ensuite, la distanciation n'est pas désintéressée lorsqu'elle est avouée ouvertement : l'individu livre une image qu'il souhaite transmettre de lui-même. La distanciation est ici affaire de distinction.

Ainsi, Albert-Maxime Kohler qui fut pendant plus de trente ans adjoint au maire chargé des affaires culturelles⁷⁵ d'une municipalité modérée, ne saurait se transformer subitement en anticapitaliste, d'autant que son parti – le parti radical – a œuvré pour limiter les ambitions du *Programme commun*. Il déclare ainsi : « *Je n'avais pas besoin de la gauche*

⁷¹ « Dialogue avec le doyen de Pesmes », *Le Socialiste Comtois*, n°17 bis, Novembre 1971, p.5.

⁷² Joseph Pinard, « L'heure du choix », *Le Socialiste Comtois*, n°29 bis, Février 1973, p.1.

⁷³ Voir Mathieu Fulla, « Le Programme commun de gouvernement de la gauche: rupture économique ou artefact politique? », communication présentée à l'occasion du colloque "L'union sans l'unité. Le Programme commun de la gauche", Fondation Jean-Jaurès, Fondation Gabriel-Péri, Archives départementales de la Seine-Saint-Denis, L'OURS, 19-20 mai 2010, à paraître.

⁷⁴ L'étude du parcours militant des fondateurs de SOS-Racisme, par exemple, « montre qu'ils adhèrent moins à un programme idéologique précis qu'ils n'adoptent une posture contestataire et patente de radicalité », par conséquent « l'analyse de l'entrée dans la carrière militante ne doit pas se faire à partir des seuls concepts de « conviction » ou « d'idéologie » » (Philippe Juhem, « Entreprendre en politique. De l'extrême gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme », *Revue française de science politique*, Volume 51, numéro 1, 2001, p.133.). Il y a déjà trente ans le politiste Daniel Gaxie, sans réfuter les mobiles idéologiques, notait qu'il « *est douteux [...] que l'activité partisane s'explique uniquement par la volonté de défendre une cause* » et s'intéressait à « *d'autres incitations [qui] viennent les appuyer voire les renforcer* » (Daniel Gaxie, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, Volume 27, Numéro 1, 1977, p.128.) Il mettait l'accent sur les rétributions symboliques et matérielles liées au militantisme.

⁷⁵ Cf. Nathalie Leroux, *La politique culturelle municipale de Besançon 1953-1977*, mémoire de maîtrise, sous la direction de François Marcot, Université de Franche-Comté, Besançon, 2002.

pour me dire ce qu'il fallait faire, pour développer les entreprises et les emplois je savais ce qu'il fallait faire. Il y a beaucoup de moyens possibles, il n'y en pas qu'un. Les élucubrations de la gauche ne m'intéressent pas beaucoup »⁷⁶. Ici aussi, la distanciation permet à l'acteur de se distinguer et de revendiquer sa propre compétence : « *je préfère m'enfuir par mon travail personnel et d'abord faire comme j'ai fait un état des lieux* »⁷⁷. Comme dans la chanson, notre adjoint n'a *besoin de personne pour en être un*.

Quant à Robert Schwint, maire de Besançon de 1977 à 2001, il occupe une position particulière au sein du Parti socialiste qui lui permet une certaine distance. Proche de Michel Rocard (qui est mis en minorité depuis le Congrès de Metz) et n'occupant pas de fonction au niveau national dans le Parti, ce qui est le cas des élus du Doubs à l'exception d'André Boulloche⁷⁸ et de Guy Bèche⁷⁹, il se sent moins tenu par le discours de son parti : « *J'ai adhéré à l'union de la gauche car je pensais que c'était l'avenir de la gauche en France, et donc je n'avais pas lu le programme dans le détail mais je savais quand même l'essentiel de ce qu'avaient pondu Chevènement et ses collègues à ce moment-là en 1981* »⁸⁰.

La distance effective avec la direction du Parti, si elle est vécue comme un problème par certains⁸¹, permet ici justement d'avoir une certaine liberté. Ensuite dans sa déclaration celui qui fut le premier magistrat de la ville de Besançon reconnaît qu'on adhère aussi pour des raisons pragmatiques (« *J'ai adhéré à l'union de la gauche car je pensais que c'était l'avenir de la gauche* »), sans partager forcément toutes les options qu'il n'ignore pas (« *je savais quand même l'essentiel de ce qu'avait pondu Chevènement* ») en espérant peut-être ensuite pouvoir peser sur les orientations du Parti.

B) La substance et le substantif

Tous les acteurs ne se sont pas affranchis aussi ouvertement du discours produit par le parti socialiste, ce qui ne les empêche pas de s'arranger quelque peu sur le sens des mots. Le philosophe Ludwig Wittgenstein (1889-1951) a mis en garde contre « *la recherche d'une substance qui réponde à un substantif* »⁸², c'est-à-dire la croyance dans le fait que l'existence d'un nom signifie que celui-ci réponde à une substance commune. Pour un mot, il n'y aurait qu'une définition possible. L'emploi d'un vocabulaire anticapitaliste par un individu ne saurait se suffire à lui-même, si l'on ne prend pas le soin d'interroger ce qu'il entend par cette notion.

Une étude réalisée dans les années 1970 auprès des militants PS de la Gironde confirme cette hypothèse. Puisque l'objectif revendiqué du parti est le passage « *du système capitaliste en France à la société socialiste* »⁸³, il n'est pas inutile de demander aux militants ce qu'ils entendent par « société socialiste ». Il apparaît « *que ceux-ci souscrivent à une conception de la société plus juste et plus humaine qu'ils assimilent au socialisme.* »⁸⁴

⁷⁶ Entretien avec Albert-Maxime Kohler.

⁷⁷ *Idem*.

⁷⁸ André Boulloche est élu membre du comité directeur au congrès d'Épinay en 1971 et participe à l'élaboration du programme pour les municipales de 1977.

⁷⁹ Guy Bèche est secrétaire national adjoint du PS chargé de la jeunesse à partir de 1978.

⁸⁰ Entretien avec Robert Schwint.

⁸¹ Député du Doubs de 1981 à 1986 Joseph Pinard regrette que « *le PS souffre chroniquement de la coupure entre élus municipaux et équipe dirigeante* », ainsi Besançon « *n'a aucun représentants même à titre consultatif dans les instances dirigeantes* » (Philippe Tempesta, *La fédération socialiste du Doubs...*, op. cit., p. 205-206.)

⁸² Ludwig Wittgenstein, *Le cahier bleu et le Cahier Brun*, Paris, Gallimard, « Tel », 1965, p.51 cité in Philippe Corcuff, *Philosophie politique*, Paris, Nathan Université, « 128 », 2000, p.7.

⁸³ Jacques Moreau, *Les socialistes français et le mythe révolutionnaire*, op. cit., p.265.

⁸⁴ Rémi Lefebvre, Frédéric Sawicki, *La société des socialistes...*, op. cit., p.69.

Guy Bèche ne peut s'affranchir complètement du discours anticapitaliste, ce qui l'incite à tenter sa propre définition : « *Quand on dit : « rupture avec le capitalisme » ça voulait dire quoi ? Ca ne voulait pas dire rupture avec le patronat. Ca voulait dire rupture avec le grand monde de l'argent. Un type qui a une petite entreprise de vingt-cinq salariés ce n'est pas un capitaliste* »⁸⁵. Il est fort probable que de nombreux militants aient pu admettre cette dialectique des « petits » contre les « gros », d'autant que certains militants d'extrême gauche dans les années 1970 ont cru se reconnaître dans les aspirations des petits commerçants menacés par la grande distribution⁸⁶. Et on a vu que cette thématique est présente dans le discours socialiste.

Pour autant, si l'on accepte l'idée que le système capitaliste apparaît vraiment avec la révolution industrielle – on peut, à partir du XVIème, parler d'un capitalisme marchand⁸⁷ –, celle-ci prend justement son essor à partir de petites entreprises ne nécessitant que très peu d'apports en capitaux⁸⁸. Ensuite, le capitalisme est un système économique qui se caractérise par « *la propriété privée des moyens de production, par le rôle du marché où s'exerce une concurrence entre les agents économiques, par l'importance de l'initiative individuelle [...], par la recherche et le réinvestissement du profit* »⁸⁹, et non par la taille des entreprises.

La contradiction ne tarde pas à venir, puisque finalement, l'ex-député de Montbéliard en oublie ses propres distinctions en évoquant le cas d'une multinationale implantée dans le Pays de Montbéliard : « *Mais dans les débats entre élus locaux et les représentants de [Peugeot], nos interlocuteurs étaient le plus souvent les responsables locaux de la maison. Quelles étaient nos différences ? Nos différences, c'est qu'ils avaient des pensées de droite et nous, des pensées de gauche. Mais ils n'étaient pas représentants du « grand capital » comme disait Georges Marchais* »⁹⁰. On en est à se demander où se trouvait finalement le « grand capital ». Ailleurs, toujours ailleurs, certainement.

C) L'espace et le temps

Si le capitalisme semble toujours se trouver ailleurs, la rupture avec celui-ci ne semble par conséquent pas être envisagée à l'échelon local. Il n'est pas étonnant qu'un homme comme Jean-Pierre Chevènement se montre sceptique sur les possibilités d'un changement venant du local : « *il ne faut pas surestimer les marges de manœuvre d'une collectivité territoriale* »⁹¹, mais il est plus surprenant de voir le maire de Montbéliard André Lang - issu de la deuxième gauche - déclarer : « *J'ai toujours cru et je crois aujourd'hui encore que la transformation économique qui marque, qui change fondamentalement une orientation, relève de la politique nationale* »⁹².

Le PS connaît lors de son congrès d'Epinay un tournant majeur. Si jusqu'en 1971 « *Le Parti socialiste était une organisation de notables conçue en fonction d'un régime*

⁸⁵ Entretien avec Guy Bèche.

⁸⁶ Pour un regard un regard ironique sur ce type d'engagement et de croyance : cf. Cavanna, *Je l'ai pas lu, Je l'ai pas vu... Hara-Kiri Hebdo, 1970*, Paris, 10/18, 1976, pp.125-131 et pp.178-181.

⁸⁷ Cf. Michel Beaud, *Histoire du capitalisme*, Paris, Seuil, 1981.

⁸⁸ Jean-Pierre Rioux, *La révolution industrielle, 1780-1880*, Paris, Points-Seuil, « histoire », p.49. En France à la fin du XIXème on compte : « 80 000 entreprises employant plus de 5 personnes, mais seulement 6 000 entreprises employant plus de 50 personnes », Jean-Pierre Daviet, *La société industrielle en France, 1814-1914*, Paris, Points-Seuil, « histoire », p.135.

⁸⁹ Claude-Danièle Echaudemaison (Dir.), *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Paris Nathan, 1993, p.56.

⁹⁰ Entretien avec Guy Bèche.

⁹¹ Entretien avec Jean-Pierre Chevènement.

⁹² Entretien avec André Lang.

parlementaire [...] la priorité devient l'échéance des élections présidentielles »⁹³. Cette présidentialisation apparaît clairement dans le programme pour les municipales de 1977 : s'il est précisé que la « Commune est la cellule de base du socialisme »⁹⁴, cette assertion est largement nuancée par la précision qui précède « seule l'arrivée de la gauche au pouvoir, un an après les municipales, permettra de rétablir des communes fortes et libres »⁹⁵. Le vrai changement vient d'en haut.

Le maire de Besançon avoue ne pas utiliser le Programme du PS pour gérer sa ville : « Moi je dois gérer la ville, c'est pas avec le programme du parti que je peux le faire »⁹⁶. Pourtant, malgré cette présidentialisation, le programme pour les municipales s'affirme comme une première étape de ce changement à venir : « Faut-il pour autant attendre qu'au niveau national les forces de la gauche unie aient engagé le grand processus de transformation sociale pour qu'elle propose aujourd'hui, de mener le combat au niveau local ? Nous ne le croyons pas [...]. Tous les terrains sont au contraire dignes d'être investis dès aujourd'hui, pour y mener le combat du socialisme, et au premier rang, le terrain municipal »⁹⁷.

Les socialistes n'ont pas tous l'impatience d'un Marceau Pivert⁹⁸ lors du Front Populaire⁹⁹, le changement n'est pas pour tout de suite. André Boulloche, alors député-maire de Montbéliard, prévient dès 1972 : « la France fait partie de ces pays industriellement évolués où l'économie fonctionne par des canaux très complexes qu'il faut transformer progressivement et non pas briser »¹⁰⁰. Dans un article concernant les nationalisations, le député-maire de Montbéliard s'explique sur le cas de Peugeot : « il est évident que dans une société en voie de transformation vers le socialisme, Peugeot sera nationalisé. Le problème n'est donc pas de savoir si on est pour ou si on est contre, mais à quel moment de l'évolution on place cette nationalisation »¹⁰¹. D'ailleurs en cas de victoire de la gauche en 1978 : « il y aura un deuxième train de nationalisations qui fera l'objet du Programme de l'Union de la gauche en 1983 [...] dans lequel se trouvera sans aucun doute la nationalisation de Peugeot. »¹⁰²

En cela il se retrouve dans la tonalité du Programme socialiste pour les municipales de 1977, à l'élaboration duquel il a participé, qui précise que « Le Parti Socialiste, au contraire, a choisi clairement une stratégie de conquête du pouvoir par transformation sociale par étapes successives et par la voie démocratique : l'Union de la gauche et la stratégie de rupture avec le capitalisme ne se confondent pas avec la mythologie du « grand soir » »¹⁰³. Face aux polémiques d'interprétation du PC et les accusations de « virage à droite » du PS, le

⁹³ Hugues Portelli, « L'intégration du Parti socialiste à la Cinquième République », *Revue française de science politique*, Volume 34, Numéro 4, 1984, p.819.

⁹⁴ Parti Socialiste, *Citoyen dans sa commune. op. cit.*, p.7.

⁹⁵ *Idem.*, p.6.

⁹⁶ Entretien avec Robert Schwint.

⁹⁷ Parti Socialiste, *Citoyen dans sa commune, op. cit.*, p.34.

⁹⁸ Marceau Pivert (1895-1958) est au début un socialiste de droite qui s'engage à la SFIO dans l'aile gauche de tradition marxiste et guesdiste. La tendance qu'il anime est exclue de la SFIO en 1938. Après-guerre, il rejoint à nouveau la SFIO, où il tient des positions plus modérées, mais prend très tôt partie pour l'indépendance de l'Algérie.

⁹⁹ Celui-ci incitait ses camarades à saisir l'occasion qui leur est faite en ne tardant pas sur les réformes : « tout est possible aux audacieux [...] tout est possible, maintenant, à toute vitesse » cité in Serge Halimi, *Quand la gauche essayait, op. cit.*, p.232.

¹⁰⁰ André Boulloche, « Réflexions sur le programme commun », *Le Socialiste Comtois*, n°25, Août-septembre 1972, p.2.

¹⁰¹ André Boulloche, « Nationalisation Peugeot-Citroën : André Boulloche s'adresse au travailleurs », *Le Socialiste Comtois*, n°70, septembre 1977, p.2.

¹⁰² *Idem.*

¹⁰³ Parti Socialiste, *Citoyen dans sa commune. Propositions municipales socialistes, op. cit.*, p.34.

Socialiste Comtois précise : « le Programme commun n'est pas un catalogue de projets mais l'ensemble de ce qu'il est possible de réaliser en 5 ans »¹⁰⁴.

Ces prises de positions rejoignent celles de François Mitterrand, qui écrivait en 1969 : « l'économie socialiste se développera sur la base du double secteur sous la dominante du secteur public et respectera les lois du marchés sous la dominante du plan. Il appartiendra à la génération politique qui suivra de fixer à son tour les étapes nouvelles du projet socialiste »¹⁰⁵, position qu'on retrouve aussi chez Gaston Defferre en 1977, qui chiffre l'avènement du socialisme dans une perspective longue : « à mon avis il faut entre dix et quinze, vingt-cinq ans pour arriver à une société véritablement socialiste »¹⁰⁶. Quant au CERES, pour lui, « la transition au socialisme [est un] processus contradictoire qui [...] s'étendra sur une très longue période... »¹⁰⁷. En clair, pour l'ensemble des acteurs, la « rupture avec le capitalisme » apparaît comme une réalité lointaine, qui se fera par étapes.

Conclusion

Les lecteurs pressés ont cru lire dans les différents programmes socialistes avant leur arrivée au pouvoir, un manifeste anticapitaliste. Une lecture des textes dans leur globalité montre qu'en leur sein cohabitent plusieurs discours et que l'anticapitalisme y occupe une place modeste. Les socialistes du Doubs ont tendance à ne retenir que la dimension réformiste des programmes. Quant à l'anticapitalisme, ils réussissent à le mettre à l'écart, sans avoir pour cela d'efforts conséquents à faire.

Si la distance qu'entretiennent les élus bisontins avec la direction nationale de leur parti leur permet de se sentir libre par rapport aux engagements du PS, la situation des élus de Montbéliard qui, eux, occupent des postes au sein de la direction, montre qu'au final, les programmes socialistes se prêtaient à de multiples interprétations, et que par conséquent, rien ne les empêchait de se lancer dans des politiques économiques locales. Ce qui est dit n'invalide en rien les propos de Frédéric Sawicki pour qui il ne faut « jamais perdre de vue que les élus socialistes se comportent souvent principalement comme des élus et secondairement comme des socialistes »¹⁰⁸. On constate seulement que dans certains cas, les deux dimensions peuvent cohabiter, sans que l'une n'ait à prendre le dessus sur l'autre.

Reste à savoir – cela pourrait faire l'objet d'une étude – comment Jean-Pierre Chevènement, l'un des principaux instigateurs du discours anticapitaliste, gérait dans sa ville sa volonté d'intervenir dans le domaine économique et les propositions les plus radicales de son parti. Plusieurs réponses peuvent déjà être envisagées : tout d'abord, Chevènement envisage les changements profonds au niveau national, on ne saurait donc être anticapitaliste au niveau local ; ensuite, ses conceptions économiques, malgré quelques accointances avec le marxisme, sont plutôt tournées vers le keynésianisme au profit d'une politique industrielle forte à même d'assurer une autonomie du pays. Rien, pour lui non plus, ne s'oppose à l'investissement de sa commune dans le domaine économique, ni à entretenir de bons rapports avec le patronat.

¹⁰⁴ « Une lecture tendancieuse du Programme Commun », *Le Socialiste Comtois*, n°71, novembre 1977, p.6.

¹⁰⁵ François Mitterrand, *Ma part de vérité*, Paris, Fayard, 1969, p.290 cité in Alain Bergounioux, Gérard Grunberg, *Le long remords du pouvoir...*, op. cit., p.290.

¹⁰⁶ Gaston Defferre, *Si demain la gauche*, Paris, Robert Laffont, 1977, p.77 cité in *idem.*, p.314.

¹⁰⁷ Cité in Jacques Moreau, *Les socialistes français et le mythe révolutionnaire*, op. cit., p.259.

¹⁰⁸ Frédéric Sawicki, « L'apport des monographies à l'étude du socialisme français », in Jacques Girault et alii (dir.), *L'implantation du socialisme en France au XXe siècle. Partis, réseaux, mobilisation*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001, p. 34.